

Le nombre des accidents de la route est en baisse

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4335 - Mardi 28 novembre 2017 - Prix : 10 DA

Avec 7,12 milliards de dollars pour les dix premiers mois de l'année

Forte hausse des importations alimentaires

Page 4

Réunion de l'Opep jeudi à Vienne

L'Algérie continuera à jouer un «rôle clé» dans tout accord de l'Opep

Page 3

La neutralité : condition de la stabilité au Liban

Par Mohamed Habili

Si, comme beaucoup le disent, le but de la démission de Saad Hariri de son poste de chef de gouvernement, dans les conditions spectaculaires que l'on sait, a été de provoquer un électrochoc salutaire pour le Liban, de façon à ce que rien ne soit plus comme avant, force est de constater que non seulement rien n'a changé mais que rien ne changera, du moins à un horizon visible. Quelle meilleure preuve à cela que le fait que la première chose qu'il ait faite en rentrant au pays, ce fut non pas de donner sa démission dans les formes, comme il s'y était engagé, mais de la suspendre, à défaut de l'annuler purement et simplement - il est vrai à la demande expresse de Michel Aoun, le chef de l'Etat ? Il n'en serait plus question pendant des semaines, et peut-être des mois, d'autant que les prochaines élections ne sont pas si lointaines, que cela ne serait pas pour étonner outre mesure. On ne peut même pas exclure qu'il n'en soit plus question du tout, et que l'Assemblée soit amenée à prolonger son mandat finissant. Au Liban comme partout ailleurs dans le monde arabe, les consultations ne sont pas les bienvenues pour à peu près tout le monde, car potentiellement nuisibles à l'équilibre précaire auquel non sans mal on est parvenu. Et voilà que le temps arrive où il faut tout reprendre à zéro, avec le risque renouvelé que cela tourne mal, que la suture entre les deux moments ne s'opère pas.

Suite en page 3

D^r Benhamdine : «Il faut dépasser les génériques»

L'Algérie a un grand retard en recherche pharmaceutique



«Les besoins du marché pharmaceutique doivent être fournis par la fabrication de nouveaux produits, outre les génériques», a déclaré le président de la Société algérienne de pharmacie, le D^r Farid Benhamdine. Lire page 2

Education nationale

3.600 enseignants admis à la phase nationale de recrutement

Page 2

Panorama du film révolutionnaire et documentaire à Mostaganem

Huit documentaires et six films de guerre à l'affiche

Page 13

D' Benhamdine : «Il faut dépasser les génériques»

L'Algérie a un grand retard en recherche pharmaceutique

■ «Les besoins du marché pharmaceutique doivent être fournis par la fabrication de nouveaux produits, outre les génériques», a déclaré le président de la Société algérienne de pharmacie, D' Farid Benhamdine.



Par Louiza Ait Ramdane



Phs/D.R.

Education nationale 3.600 enseignants admis à la phase nationale de recrutement

LA MINISTRE de l'Education nationale, Nouria Benghabrit a annoncé dimanche à Alger, l'admission, à travers la plateforme numérique, de 3.611 enseignants à la phase nationale de recrutement et qui devront rejoindre leurs postes de travail le 5 décembre prochain. Les admis recevront leurs convocations par le biais des Directions de l'éducation de leurs lieux de résidence pour le choix de l'établissement en fonction du mérite avant de retirer l'affectation au niveau des Directions des wilayas d'accueil le 5 décembre 2017, a indiqué la ministre sur sa page Facebook. Le ministère de l'Education nationale avait organisé en juin 2017 un concours de recrutement externe pour 10.000 enseignants et 4.000 administrateurs dans le secteur de l'Education. Les inscrits à la liste de réserve ont été recrutés au niveau local. Une plateforme numérique de recrutement avait été ouverte le 6 novembre passé aux inscriptions sur le site web de l'Office national des examens et concours (ONEC) (www.concours.onec.dz), pour le compte de la phase nationale. Dans ce cadre, le ministère de l'Education nationale a accordé pour chacun des inscrits sur la liste de réserve le droit de choisir trois wilayas ayant des postes vacants dans les matières à pourvoir. **L.M**

Pour le président de la Société algérienne de pharmacie (SAP), D' Farid Benhamdine, il est temps de passer à une nouvelle étape de production dépassant les produits génériques qui couvrent 50% de la production nationale. Il est convaincu qu'outre la maîtrise de l'industrie du générique, il faut passer à une nouvelle étape. Invité hier de l'émission «Invité de la rédaction» de la Chaîne III de la Radio nationale, M. Benhamdine a indiqué que la majeure partie de la production locale de médicaments (90%) est constituée de génériques. Il est temps, insiste-t-il, de relever le défi, d'évaluer la situation actuelle de la production de médicaments et penser à fabriquer de nouveaux médicaments, à travers la préparation de nouveaux projets dans ce sens Rappelant les efforts consentis

par l'Etat pour soutenir et aider au développement de la recherche scientifique, D' Farid Benhamdine a relevé que l'Algérie enregistre un grand retard dans ce domaine. S'interrogeant sur les possibilités du pays à se lancer dans la mise au point de traitements médicaux, il considère que pour aborder cette importante étape il faudrait fondamentalement revoir la formation pharmaceutique et se lancer dans la création de centres de recherche, «nécessitant d'énormes moyens», et mutualiser dans cette perspective toutes les capacités nationales pour les financer. «La formation des pharmaciens doit être en adéquation avec les nouvelles mutations», relève-t-il. «Nous cherchons une formation de qualité qui accompagne les développements enregistrés dans ce domaine. Le pharmacien d'aujourd'hui est appelé à accompagner le mala-

de dans son éducation thérapeutique. Son intervention, en coordination avec le médecin spécialiste, dans le choix du traitement, devient de plus en plus importante», a expliqué l'intervenant. L'invité de la Chaîne III appelle à cet effet le partenaire privé pour accompagner les pouvoirs publics s'agissant du financement de la recherche scientifique et le renouvellement du centre de recherche, afin de développer l'industrie pharmaceutique. Par ailleurs, le président de la Société algérienne de pharmacie (SAP) a affirmé que l'industrie pharmaceutique nationale a permis, grâce à sa production, de diminuer de 25% les importations de médicaments. D' Farid Benhamdine estime, d'autre part, qu'une symbiose entre la prévention, l'information et la recherche pourrait contribuer à mieux protéger la santé

des Algériens. De la consommation de médicaments en Algérie, le D' Benhamdine considère que celle-ci ne pourrait être revue à la baisse que si, souligne-t-il, tous les organes de l'Etat se décidaient à accorder un plus large intérêt à la prévention ce qui, selon lui, n'est pas le cas actuellement. «S'il existait plus de campagnes de prévention, nous aurions beaucoup moins de maladies à traiter, parmi lesquelles de nombreux cas cancéreux», déclare-t-il. Le président de la Société Algérienne de pharmacie appelle à créer une symbiose entre prévention, information du public et recherche qui pourrait sans nul doute, assure-t-il, contribuer à diminuer le nombre de maladies et partant, à moins importer et consommer de médicaments.

L. A. R.

Bilan des dix premiers mois de 2017

Le nombre des accidents de la route est en baisse

Malgré le recul qu'indique le commandement de la Gendarmerie nationale dans un communiqué, le bilan des accidents de la route des dix premiers mois de cette année en cours reste glaçant et témoigne de l'hécatombe provoquée par la violence routière. Selon les chiffres avancés par le commandant de la Gendarmerie nationale dans un communiqué, les dix premiers mois de 2017 ont été marqués par un recul du nombre d'accidents de la route de moins 27,54%, de morts moins 12,63% et de blessés moins 29,91%, par rapport à la même période de 2016 où on a enregistré pas moins de 3 000 morts. Cela sans compter le nombre de blessés qui s'était élevé à 25 705 sur un total de 14 452 accidents. Toutefois, ce macabre bilan est inférieur à celui de 2015 avec une baisse de 13,02% du nombre de morts, de 29,88% du nombre des blessés et de 29,2% du nombre d'accidents. D'après les bilans des trois années, on observe un recul du nombre d'accidents de la route ainsi que le nombre des morts. Néanmoins, le phénomène persiste, faisant ainsi chaque jour des

dégâts matériels mais surtout humains. Le bilan que le commandant de la Gendarmerie nationale a donné pour ces dix premiers mois de cette année en cours fait ressortir un recul du nombre d'accidents de moins 3 494 (12 688 en 2016 à 9 194 accidents à la même période de 2017), de morts moins 362 (2 867 à 2 505) et de blessés de moins 6 811 (22 774 à 15 963). La Gendarmerie nationale explique ce recul par les efforts consentis par ses unités à travers le territoire de compétence, aux campagnes de sensibilisation et de prévention organisées régulièrement et aux moyens modernes de surveillance des routes mis en place. Idem pour le Centre national de prévention et de sécurité routière (CNPISR) qui, en vue de changer les comportements des automobilistes et dans le cadre de la lutte contre le fléau des accidents de la circulation, a initié plusieurs opérations et campagnes de sensibilisation relatives à la prévention et à la sécurité routières, en mobilisant différents moyens, notamment les supports médiatiques destinés à faciliter la transmission du message. Le gouvernement,

quant à lui, opte plutôt pour le permis de conduire électronique biométrique à points. Cette démarche, qui n'a pas encore vu le jour, permettra de faire reculer d'avantage le nombre des accidents de la route. Le communiqué indique aussi que la négligence des conducteurs reste la principale cause des accidents de la route 86%, suivie de l'imprudence des piétons 6,78%, de l'état des véhicules 4,58% et de l'état des routes 2,64%. Parmi les facteurs humains, l'excès de vitesse est responsable de 37,31% des accidents de la route, suivi de dépassements dangereux, de l'imprudence des piétons, du non-respect de la distance de sécurité, des manœuvres dangereuses et du non-respect de la signalisation. D'autre part, les chiffres cités dans le communiqué font ressortir que les accidents sont le plus souvent causés par des jeunes âgés entre 25 et 29 ans à hauteur de 17,51%. Selon la gendarmerie, les accidents de la route surviennent durant la tranche horaire 16h-20h, en raison de l'intensité du trafic routier.

Thinherine Khouichi

Réunion de l'Opep jeudi à Vienne

L'Algérie continuera à jouer un «rôle clé» dans tout accord de l'Opep

■ Jeudi prochain se tiendra à Vienne (Autriche) la Conférence de l'Opep au cours de laquelle il est attendu une prolongation de six mois, jusqu'à septembre 2018, de l'accord de 2016 relatif à la baisse de production des Etats membres devant maintenir le rééquilibrage des prix du pétrole. Pour beaucoup d'experts, l'Algérie continuera à jouer un «rôle clé» dans tout accord de l'Opep.

Par Lynda Naili

Une année après, jour pour jour, l'accord historique conclu entre les Etats membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole pour réduire leur production à 1,2 million de barils par jour devant garantir le marché pétrolier, le cartel du pétrole (les 14 membres de l'Opep et d'autres pays producteurs dont la Russie) devra donc se réunir comme prévu le 30 novembre prochain à Vienne. A noter, à ce propos, que dans son rapport de novembre sur le marché pétrolier, l'Opep a relevé de 360 000 barils par jour sa prévision de demande pour son brut en 2018, à 33,42 millions de bpj. En outre, les stocks commerciaux de brut des pays industrialisés ont baissé de 23,6 millions de barils en septembre, à 2,985 milliards, a indiqué aussi le rapport qui souligne que les réserves restent supérieures de 154 millions de barils à leur moyenne de cinq ans, niveau que l'Opep entend retrouver pour stabiliser le marché. Ainsi, selon toutes les déclarations faites jusqu'à présent, notamment celles des ministres de l'Energie russe et saoudien, cette réunion devrait conclure sur une reconduite jusqu'à septembre 2018 de l'accord historique pour la baisse de production de pétrole décidée l'année dernière pour soutenir les prix et résorber l'excédent d'offre sur le marché. Mieux. Les ministres iranien et vénézuélien du Pétrole, Bijan Zanganeh et Eulogio del Pino, ont déclaré dernièrement à Moscou, lors d'un forum sur l'énergie, qu'un renforcement de cet accord n'était pas exclu lors de la réunion de jeudi prochain. Une décision d'autant plus plausible dans la mesure où l'accord a commencé à porter ses fruits avec la tendance haussière des prix du pétrole sur les marchés internationaux. Dans ce contexte, Abdelmoumen Ould Kaddour, P-DG du groupe Sonatrach, a récemment appelé, lors d'une visite à Londres, à poursuivre



l'effort de baisse de production mené par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep). «Je crois qu'il est souhaitable et probable de prolonger l'accord sur la baisse de production», a-t-il déclaré au quotidien américain *Wall Street Journal* en marge de la Conférence Oil and Money.

«Malgré la domination de certains pays, l'Algérie sera toujours un élément influent à l'Opep»

Sur le poids de l'Algérie dans l'Opep, des experts britanniques, dans des déclarations à l'APS en prévision de la réunion de jeudi prochain, ont souligné que l'Algérie continuera à jouer un «rôle clé» dans tout accord de l'Opep. Effectivement, Piers Curran, directeur chez Amplify Trading, une société de formation en trading et finance, et Anthony Cheung, professeur à la Nottingham Business School et Trent University London et également directeur dans cette même société, ont relevé que malgré la domination dans la production de certains pays de l'Opep tels l'Arabie saoudite, l'Irak ou l'Iran,

l'Algérie sera toujours un élément influent dans cette organisation pétrolière. Plus, selon eux, à long terme, l'Algérie pourrait s'imposer dans une nouvelle cartographie énergétique et de minerais avec son potentiel considérable en énergies renouvelables, minerai de fer, phosphates et uranium. De son côté, Elias Boukrami, expert et directeur des programmes pétrole, gaz et finances à la faculté de Business et Management de la Regent's University London, rappelle que l'Algérie avait joué un rôle important dans le rapprochement Opep-Russie, qui a réussi à influencer positivement sur les prix du pétrole. Il affirme également que l'Algérie pourrait avoir, dans un avenir très proche, un rôle «plus important», avec sa position géostratégique et son potentiel énergétique : «Les réserves de gaz de schiste algériennes sont parmi les plus importantes au monde, offrant une alternative réelle à exploiter pour la sécurité énergétique du pays et de la région», a-t-il dit. Par ailleurs, les deux experts ont expliqué que le développement du secteur pétrolier et gazier est impératif pour la réussite de la politique économique à long terme de l'Algérie, si l'on consi-

dère que les hydrocarbures représentent un secteur clé du PIB du pays et domine les exportations.

«Il est dans l'intérêt de l'Opep de travailler pour un prix de pétrole», affirment les experts

Concernant la prochaine réunion de Vienne, Anthony Cheung et Piers Curran pensent que l'accord de réduction de la production conclu il y a neuf mois sera «probablement» reconduit en 2018. Et d'estimer qu'il est dans l'intérêt de l'Opep de travailler pour un prix de pétrole stable afin d'atténuer l'impact de la baisse des cours sur les budgets des pays membres. «Réduire la production est une nécessité et non une option pour les producteurs du pétrole», affirment-ils. M. Boukrami, soulignant le contexte favorable dans lequel se tiendra cette réunion, marqué par une tendance haussière des prix, affirme que le renforcement des prix en 2017 s'explique en partie par «la convergence des visions économiques des pays de l'Opep et de la Russie qui a très vite compris, depuis le choc pétrolier de 2014, que la baisse n'était pas conjoncturelle». De son côté, l'experte en énergie, ancienne cadre du géant pétrolier BP, M^{me} Cornelia Meyer, estime que les fondamentaux attendus pour l'année prochaine «pourraient être moins optimistes que prévu». A Vienne, «les ministres devraient choisir entre se fier aux fondamentaux ou placer leurs espoirs dans la prime de risque géopolitique qui a fait monter les prix ces dernières semaines», a-t-elle expliqué. M^{me} Meyer relève que l'Opep et l'Observatoire de l'Ocde ainsi que l'Agence internationale de l'énergie (AIE) sont unanimes à estimer que la demande de pétrole continuera à augmenter en 2017 et 2018, avec des hausses respectives de 1,5 million de barils/jour et 1,4 million de barils/jour.

L. N.

LA QUESTION DU JOUR

La neutralité : condition de la stabilité au Liban

Suite de la page une

Au Liban, on sait comment se termine une Assemblée, on ne sait pas quand commence la suivante. Dans ces conditions, tout le monde a avantage à ce que Saad Hariri fasse comme s'il n'avait jamais démissionné. C'est qu'il ne dépend que de lui que sa démission faite depuis Riyad soit purement et simplement enterrée. La satisfaction du président de la République, du président de l'Assemblée et du secrétaire général du Hezbollah de le voir suspendre sa démission est à ce point marquée que ne sera pas d'eux que viendra l'initiative de la lui rappeler. Sa propre famille politique n'a pas paru entretenir en l'occurrence un sentiment bien différent, qui a fêté avec éclat son retour. Or quel a été le but du choc positif que sa démission était censée provoquer ? Il est double : dans un premier temps amener le Hezbollah à se désengager des conflits régionaux en cours, et dans un second à ce qu'il ne s'en mêle d'aucun susceptible d'éclater par la suite, qui forcément mettrait aux prises directement ou indirectement l'Iran et l'Arabie saoudite. Une exigence, une revendication, un vœu, quel que soit le nom que l'on donne à la chose, que le Hezbollah est d'autant plus disposé à satisfaire que la guerre se termine en Syrie, et qu'il nie être présent au Yémen. Dans ce cas, il suffit d'attendre un peu pour que la condition de neutralité au niveau régional soit observée par tous au Liban, du moment que la guerre en Syrie se termine. Maintenant, il est vrai que ses adversaires libanais avancent une autre demande, ayant quant à elle trait à son armement, et que lui-même écarte d'un revers de la main : qu'il désarme justement, qu'il devienne un parti politique comme les autres. Une entente entre factions libanaises est possible ou impossible selon ce que l'on attend du Hezbollah, son désengagement dans les conflits régionaux ou son désarmement. Le Hezbollah ne désarmera que si le Guide de la Révolution iranienne lui en donne l'ordre, ce que celui-ci ne semble pas près de faire. Par contre, il peut cesser d'intervenir dans les conflits régionaux. Il suffit pour cela que ceux qui sont en cours se terminent et qu'ils soient les derniers. M. H.

l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mourad Zemali, a souligné que l'Algérie a investi considérablement dans des différents dispositifs d'emploi pour soutenir l'insertion des jeunes, notamment les diplômés de l'enseignement supérieur. H. Y.

Emploi

Prochaine rencontre tripartite sur la relation université-entreprise

Une rencontre tripartite qui se penchera sur la problématique de la relation université-entreprise sera organisée prochainement, afin de renforcer l'insertion des jeunes diplômés de l'université dans le monde du travail, a annoncé, dimanche à Alger, le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (Ugta), Abdelmadjid

Sidi Saïd. «Nous allons organiser prochainement une rencontre tripartite consacrée spécialement à la problématique portant sur la relation entre l'université et l'entreprise pour débattre des mesures à prendre dans ce domaine», a déclaré M. Sidi Saïd lors d'une rencontre sur ce thème, organisée par le ministère du Travail et le Bureau interna-

tional du travail (BIT). Cette rencontre vise, selon M. Sidi Saïd à «créer une passerelle» entre l'université et l'entreprise pour renforcer l'insertion professionnelle des jeunes universitaires diplômés, relevant que «75% des demandes d'emploi reçues par la cellule de l'emploi au niveau de l'Ugta, émanent des jeunes universitaires de différentes

filiales». Pour remédier à cette situation, le même responsable a indiqué que l'objectif de la prochaine rencontre «est de rapprocher l'université de l'entreprise», appelant à anticiper et orienter l'étudiant pendant son cursus universitaire vers le monde du travail avec la participation de tous les acteurs concernés. Pour sa part, le ministre du Travail, de

Avec 7,12 milliards de dollars pour les dix premiers mois de l'année

Forte hausse des importations alimentaires

■ La facture d'importation du groupe des produits alimentaires a augmenté à 7,12 milliards de dollars sur les dix premiers mois de l'année 2017, contre 6,81 milliards de dollars durant la même période de 2016, représentant ainsi une hausse de 4,5%, tandis que celle des médicaments a connu une baisse de 3,7%, a indiqué hier le Centre national de l'information et des statistiques des Douanes (Cnis).

Par Nihad F.

Cependant, sur les principaux produits alimentaires, seules les importations des céréales et des viandes ont enregistré une baisse. Ainsi, les céréales (blé dur, tendre...), semoule et farine ont été importées pour un montant de 2,27 milliards de dollars contre 2,4 milliards de dollars, en baisse de 5,2%, correspondant à une diminution de près de 130 millions de dollars, a détaillé le Centre national de l'information et des statistiques des Douanes

(Cnis). Les viandes ont été importées pour 173,96 millions de dollars contre 203,6 millions de dollars sur la même période de 2016, soit une diminution de 14,55%, en recul de 30 millions de dollars entre les deux périodes de comparaison. Par contre, la facture d'importation des laits et produits laitiers a bondi à 1,22 milliard de dollars entre début janvier et fin octobre 2017, contre 798,84 millions de dollars durant la même période de l'année dernière, en augmentation de 53,1%, correspondant à une hausse de plus de 424 millions de dollars. Une même tendance haussière est constatée pour les sucres et sucreries dont les importations se sont chiffrées à 913,42 millions de dollars contre 742,03 millions de dollars (+23,1%), en hausse de plus de 171 millions de dollars. Quant à la facture d'importation du café et thé, elle a atteint 367,4 millions de dollars contre 340,41 millions de dollars (+8%), soit une augmentation de 27 millions de dollars. Pour les légumes secs et autres, ils ont été importés pour un montant de 314,6 millions de dollars contre 246,3 millions de dollars (+27,73%), en hausse de plus de 68 millions de dollars. Concernant les huiles destinées à l'industrie alimentaire (classées dans le Groupe des



Ph.D. R.

biens destinés au fonctionnement de l'outil de production), leurs importations ont grimpé à 701,76 millions de dollars contre 587,84 millions de dollars (+19,4%), soit une augmentation de 114 millions de dollars. Ainsi, la facture globale du

Groupe des produits alimentaires et des huiles destinées à l'industrie alimentaire a coûté 7,82 milliards de dollars sur les dix premiers mois de 2017 (contre plus de 7,4 milliards de dollars sur la même période de 2016), en hausse de plus 400

millions de dollars. Par ailleurs, la facture d'importation des médicaments a reculé en passant à 1,59 milliard de dollars contre 1,65 milliard de dollars (-3,7%), en recul de 61 millions de dollars.

N. F./APS

Alors que nous sommes à la veille des examens à Béjaïa

Le Canapeste se fâche encore

Le du Cnapeste ne lâche pas. Il revient à la charge par un nouveau mouvement de protestation. Le syndicat a entamé hier une grève illimitée depuis hier, appuyée par deux rassemblements devant la direction de l'éducation de la wilaya dont le premier a été observé hier matin et le second sera organisé dans la matinée d'aujourd'hui pour «exiger un assainissement au niveau des services personnels, finances et moyens». Ce mouvement de grève a été décidé lors de la réunion du mois en cours, nous dit-on. Lors de cette réunion il a été examiné l'état des lieux du secteur de l'éducation et l'évaluation des réponses apportées par la tutelle aux revendications avancées par le syndicat. Selon le coordinateur de wilaya du

Cnapeste Slimane Zenati, «la grève a été suivie à 80% au niveau des trois paliers de l'éducation (primaire, moyen et secondaire)». M. Zenati dénonce le désengagement et l'immobilisme de la direction de l'éducation, notamment de certains de ces services et estiment que les revendications soulevées depuis des années n'ont pas été satisfaites à ce jour en dépit des engagements pris lors des différentes réunions antérieures tenues avec les responsables de la direction de l'éducation. Il menace de maintenir ce mouvement de grève qui intervient, faut-il le souligner, à la veille de la tenue des examens du premier trimestre. Dans un communiqué de presse qui nous a été transmis, le conseil de wilaya du Cnapeste condam-

ne avec vigueur les errements de la direction de l'éducation qui font planer le spectre de l'instabilité chronique sur l'année scolaire en cours. «De multiples situations administratives et financières sont en souffrance, l'assainissement et la régularisation des différents logements tardent à voir leur traduction sur le terrain, les moyens pédagogiques sont insuffisants et parfois inexistant dans de nombreux établissements des trois paliers, le siège de la médecine du travail n'a pas ouvert ses portes à ce jour, l'absence de dotations pour les nouveaux établissements, un certain nombre de dossiers de départ en retraite de cette année ne sont pas encore régularisés tels que prévu, les infrastructures éducatives et sportives souffrent de maux divers

(délabrement, insuffisance et entretien défaillant...), sont, entre autres, points avancés. Le Cnapeste relève également «la mauvaise gestion (la non-gestion) qui caractérise certains établissements des trois paliers et un manque d'encadrement généré par la confection aléatoire des cartes administratives, sans tenir compte des besoins réels des établissements des trois paliers». Il est rappelé aussi l'engagement de la ministre de faire un audit sur la gestion au niveau de la direction de l'éducation de Béjaïa et les conclusions de la commission ministérielle ou du mois les mesures prises après son enquête pour remédier aux déficits constatés sur tous les plans.

Hocine Cherfa

Investiture du président kenyan Le président Bouteflika désigne Bouhadja pour le représenter

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelaziz Bouteflika, a désigné le président de l'Assemblée populaire nationale, Saïd Bouhadja, pour le représenter à la cérémonie d'investiture de Uhuru Kenyatta, président réélu du Kenya, indique lundi un communiqué de la Présidence de la République. «Son excellence Monsieur Abdelaziz Bouteflika, président de la République, a désigné Monsieur Saïd Bouhadja, président de l'Assemblée populaire nationale, pour le représenter à la cérémonie d'investiture de Uhuru Kenyatta, président réélu de la République du Kenya, qui aura lieu le 28 novembre à Nairobi», précise la même source. R. N.

Communication opérationnelle à l'ANP Gaïd Salah préside aujourd'hui une journée d'étude

LE GÉNÉRAL de Corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, Vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, présidera aujourd'hui au Cercle national de l'Armée, la journée d'étude sur «la Communication opérationnelle à l'ANP», a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale. Cette journée d'étude s'inscrit dans le cadre de la stratégie de communication adoptée par le Haut Commandement de l'ANP, dans le contexte de l'adaptation continue avec les développements des technologies de l'information et de la communication, a précisé la même source. G. H.

Découverts sur les plages oranaises

La mort des mérous est due à une cause virale

La mort de dizaines de mérous, découverts récemment sur les plages de Bousfer et d'Aïn El Turk, sur la corniche oranaise, est due, selon les conclusions du laboratoire de biologie marine, relevant de la direction générale de la pêche et de l'aquaculture, à une cause virale, a appris lundi l'APS, du responsable de cette direction.

Le phénomène a été observé au niveau des plages de la corniche oranaise vers la fin du mois de septembre dernier. Les scientifiques du laboratoire, qui avaient récupéré des échantillons des poissons morts, estiment qu'il s'agit d'une épidémie virale, a indiqué Taha Hamouche. La thèse de la pollution du milieu marin a été écartée et les épide-

mies virales chez ce genre d'espèces n'étant pas rares, a souligné le même responsable, rappelant qu'un phénomène semblable a été enregistré en 2013 au niveau des plages de la wilaya d'Annaba. S'agissant de la salubrité des milieux marins, Taha Hamouche affirme que les côtes algériennes, contrairement à ce que l'on pense, sont

propres et offrent un milieu approprié pour la biodiversité marine. La pollution au niveau des côtes algériennes est surtout physique, les déchets ménagers (plastique, fer, bois etc) étant les principaux polluants, a-t-il noté ajoutant que c'est la pollution chimique qui représente un réel danger pour la biodiversité.

G. H.

Découpe et conditionnement de viandes bovines

Bientôt une première usine spécialisée à Corso

■ Une première usine algérienne spécialisée dans la découpe et le conditionnement des viandes bovines sera mise en service mi-avril 2018 dans la localité de Corso (W. de Boumerdès) à l'initiative de l'entreprise Inalca Algérie, a fait savoir son gérant, Gianluca Cuarischi.

Par Anissa A.

Cette future usine renfermera de grandes salles destinées à la découpe et au conditionnement des viandes bovines, conformément aux critères sanitaires internationaux en vigueur, a assuré le gérant de cette entreprise mixte créée en 2002, en partenariat avec un des leaders européens en matière de conditionnement de viandes, produits alimentaires et légumes, dont le siège est en Italie. Cet investissement privé, doté d'une enveloppe de plus de 3,5 millions de dollars, est en cours d'équipement avec des moyens à la pointe de la technologie en vigueur à l'échelle mondiale, a-t-il ajouté. Dans une pre-



PHOTO

mière étape, la structure, qui s'étend sur une surface de 1 200 m², verra le traitement d'un volume quotidien de 20 tonnes de viandes, avant d'être porté progressivement à 60 tonnes de viandes/J, suivant la progression de la demande dans le domaine, a-t-il fait savoir. Il a fait état également du lancement, dernièrement, d'une opération de formation au profit des travailleurs détachés à cet effet, au niveau du CPPA de Bordj Menail, dans les spécialités de découpage, de conditionnement et d'exploitation des pièces de viande et leur valorisation. Ce nouvel acquis pour le secteur des produits car-

nés en Algérie vise une autosuffisance nationale en la matière, a indiqué Gianluca Cuarischi, outre l'accompagnement des éleveurs de bovins algériens, notamment dans la transformation de leurs produits, tout en œuvrant à insuffler un changement aux habitudes alimentaires en la matière, en les rendant plus saines, a-t-il ajouté. Toujours au titre de l'extension des activités de l'entreprise Inalca Algérie, dans le cadre d'un partenariat liant avec l'entreprise publique Alviar (l'Algérienne des viandes rouges), le même responsable a annoncé la mise en exploitation programmée, au courant du 2^e

semestre 2018, de l'abattoir d'Ain M'lila, au même titre que de la conserverie de viandes de Larbâa (Blida). La réouverture de ces deux unités, a-t-il ajouté, interviendra dès parachèvement d'une opération de formation, qui sera initiée au profit de près de 200 jeunes dans le domaine, parallèlement à la restructuration, aménagement et équipement des structures conformément au modèle technologique adopté par l'entreprise Inalca, considérée comme leader mondial en la matière.

Par ailleurs, des négociations sont en cours avec la Chambre d'agriculture de la wilaya, a indiqué M. Cuarischi, en vue de la mise à la disposition des agriculteurs de Boumerdès de chambres froides d'un volume de 30 000 m³, avec une capacité de stockage de 10 000 tonnes de produits agricoles divers, dont notamment la vigne, a-t-il informé. Cette surface de stockage et de conservation, auparavant exploitée par la seule entreprise Inalca, sera destinée, dès la fin de l'année 2017, aux produits agricoles relevant de la wilaya de Boumerdès, au même titre que d'autres wilayas, «en contrepartie de prix étudiés et abordables», a-t-il assuré.

Le «Paradis du surgelé» en début d'année 2018 à Corso

Pour le début de l'année 2018, le responsable italien a

annoncé la mise en service programmée du «Paradis du surgelé», le premier espace commercial en Algérie dédié aux produits surgelés et congelés (viandes, poissons, légumes et fruits) locaux et d'importation, dont l'aménagement est en cours au niveau du siège principal de l'entreprise Inalca, sis à Corso.

L'entreprise Inalca Algérie est également partie prenante dans la célébration de la 2^e semaine de la gastronomie italienne, organisée à Alger du 20 au 26 novembre courant, à l'initiative de l'ambassade d'Italie en Algérie.

Une manifestation au titre de laquelle Inalca a décidé des baisses de 10% au profit des Algériens sur tous ses produits congelés (viandes et poissons) et surgelés (fruits et légumes), vendus au niveau de son unité de Corso, et ce, jusqu'au 29 novembre, a souligné le même responsable. L'entreprise Inalca Algérie-Entrepôt frigorifique de Corso (ex-société publique «Enafroid») a été créée en 2002, sur la base de la règle 49/51%.

L'entreprise qui relève du groupe italien Crémolini, leader européen et international dans la production et distribution de plats surgelés, est spécialisée dans la vente de viandes fraîches et autres produits congelés, surgelés et secs (viandes, poissons, fruits et légumes).

A. A.

Industrie automobile

Des entreprises chinoises veulent investir en Algérie

Plusieurs entreprises chinoises activant dans divers secteurs, notamment l'industrie automobile et des technologies de l'information et de la communication, ont exprimé leurs souhaits d'investir en Algérie, a déclaré, samedi dernier à Pékin, l'ambassadeur d'Algérie en Chine, AHCène Boukhefala.

«De nombreuses entreprises chinoises activant dans divers domaines économiques ont exprimé l'intérêt d'investir en Algérie à travers des projets de réalisation de capacités de production notamment dans l'industrie automobile, la fabrication de véhicules légers et lourd ainsi que des bus», a indiqué M. Boukhefala à une délégation de la presse nationale en visite en Chine dans le cadre d'un accord de par-

tenariat entre Algérie Télécom et l'entreprise chinoise spécialisée dans les télécom Huawei. Le diplomate algérien a relevé, dans ce contexte, que plus de 1 000 entreprises chinoises sont déjà installées en Algérie. «Nous voulons que cette présence chinoise en Algérie soit encore plus importante à travers des investissements directs et la participation dans des projets gouvernementaux mais aussi dans des projets utiles à l'économie nationale par l'installation de capacités de production», a-t-il ajouté. Il a expliqué, dans ce sens, que de nombreuses entreprises chinoises veulent investir en Algérie, qui offre, a-t-il dit, des avantages «assez importants» tels qu'une main-d'œuvre qualifiée, des salaires avantageux pour l'employeur,

une énergie bon marché ainsi qu'une proximité des marchés africains et européens. M. Boukhefala a noté, par ailleurs, une «forte présence» de Chinois en Algérie, indiquant que 55 000 visas d'entrée en Algérie ont été délivrés en 2016 à des travailleurs et cadres chinois. Il a annoncé, par ailleurs, la tenue en 2018 de la Foire internationale de l'importation à Shanghai (Chine), appelant les entreprises algériennes à venir en Chine afin de saisir l'opportunité de tisser des liens avec d'autres entreprises chinoises. Sur un autre plan, il a relevé que la présence de la communauté nationale établie en Chine «est modeste». Environ 800 Algériens sont enregistrés sur les registres consulaires, 560 sur les registres

électoraux et la majorité d'entre eux sont des étudiants et des hommes d'affaires qui viennent en Chine pour de courtes périodes, soulignant que moins de 300 Algériens sont établis en Chine pour de longues durées ou de façon définitive. Le diplomate a annoncé, en outre, la célébration en 2018 du 60^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre l'Algérie et la Chine qui sera marqué «d'une manière assez solennelle à travers la tenue de diverses manifestations à caractère politique, économique et culturel», a-t-il expliqué. Il a qualifié, par ailleurs, les relations sino-algériennes d'«historiques», remontant à 1958, soit 4 ans avant l'indépendance nationale.

Cérine N.

Pétrole

Le Brent ouvre la semaine à plus de 63 dollars à Londres

Les prix du pétrole reculaient hier en cours d'échanges européens, sans trouver de nouvel élan avant la réunion de l'Opep et de ses partenaires, jeudi à Vienne.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier valait 63,65 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 21 cents par rapport à la clôture de vendredi dernier. Dans les

échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance cédait 45 cents à 58,50 dollars. Le WTI et le Brent ont tous deux atteints en novembre leur plus haut niveau depuis plus de deux ans, et restaient proches de ces niveaux élevés, alors que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) va se réunir avec ses

partenaires. «L'Opep et la Russie vont enfin mettre un terme aux spéculations sur une éventuelle prolongation de l'accord de baisse de la production au delà de mars 2018. Le prix du Brent prend déjà en compte un nouveau délai, ainsi qu'un risque géopolitique qui fait grimper les prix», a résumé un analyste chez FXTM. L'accord, appliqué depuis début 2017, vise à limiter l'offre mondiale pour permettre aux

prix, qui ont souffert d'une surabondance de la production entre 2014 et 2016, de se ressaisir. Les pays signataires doivent désormais décider de renouveler ou non l'accord, au risque de renforcer encore les prix et de galvaniser la production américaine, dont les entreprises privées ne sont pas tenues par l'accord mais qui profite des prix du baril plus élevés pour financer les coûteuses extractions de

pétrole non conventionnel. En Amérique du Nord, les prix étaient par ailleurs soutenus par la fermeture de l'oléoduc Keystone, qui relie le Canada aux Etats-Unis. «La fermeture, provoquée par une fuite, pourrait durer plusieurs semaines. En plus d'entraver le projet d'expansion de l'oléoduc, il dope les prix du WTI», a commenté Stephen Brannock, analyste chez PVM.

Rachid D.

Illizi

Mise en service de la première phase de la centrale électrique de Tarat

■ La première phase du projet de la centrale électrique de Tarat, localité frontalière sise à 200 km au nord d'Illizi, a été mise en service avant-hier par le P-DG du groupe Sonelgaz, Mohamed Arkab.

Par Lyes B.

D'une capacité de production de 1,5 mégawatt, cette première phase devant alimenter en premier lieu, dès le mois de décembre prochain, près de 250 foyers de la localité de Tarat, sera parachevée dans de «proches» délais, selon les explications fournies par les responsables en charge du projet.

Après s'être enquis sur site des travaux de réalisation des lignes de transport électrique devant raccorder cette localité, le P-DG du groupe Sonelgaz a affirmé que «la centrale électrique de Tarat, d'une capacité de production électrique de 3 mégawatts, à sa réalisation entière, devra satisfaire les besoins de près de 3 000 foyers dans cette région frontalière de l'extrême Sud-est du pays».

Cette installation énergétique va employer 21 techniciens qui seront formés au niveau des différentes filiales du groupe Sonelgaz, a ajouté le responsable. Selon M. Arkab, ce projet énergétique, qui s'inscrit dans le cadre du programme visant la couverture des différentes régions du pays par le réseau d'électricité et la promotion des prestations, devra contribuer à l'amélioration des conditions de vie des citoyens et à l'impulsion de la dynamique de développement dans cette wilaya du Sud du pays. Les services de la Sonelgaz ont arrêté un «important» plan d'action pour satisfaire la demande croissante sur l'énergie électrique, notamment durant la période des grandes chaleurs, et éviter le problème des coupures, a-t-il ajouté. Le projet a été favorablement accueilli par la population locale dans cette région frontalière, où



PH > D. R.

l'on recourt actuellement aux groupes électrogènes pour les besoins en électricité. Le P-DG du groupe Sonelgaz a auparavant visité le chantier du nouveau siège de la direction de l'entreprise de distribution de l'électricité et du gaz, Sonelgaz, ainsi qu'une

centrale électrique au chef lieu de la wilaya. Il devra présider lundi une séance de travail avec les cadres locaux de l'entreprise, avant d'inspecter des installations énergétiques dans la région d'In-Amenas.

L. B.

Bâtiment, agriculture et pêche

Près de 70% des entreprises créées en 2017 par la Cnac/Annaba

Pprès de 70% des petites entreprises, créées en 2017 dans la wilaya d'Annaba par la caisse nationale d'assurance chômage (Cnac), sont versées dans les domaines du bâtiment et des travaux publics (BTP), de l'agriculture et de la pêche, a indiqué avant-hier le directeur de ce dispositif d'aide à l'emploi.

S'exprimant en marge de l'arrivée de la caravane de l'entrepreneuriat à Annaba, Mustapha Farhi, a indiqué que ce taux représente 300 petites entreprises, et dénote du «saut qualitatif» en matière des activités créées, précisant que 200 autres PME seront

créées «avant la fin de l'année en cours». Activant dans les communes de Cheurfa, Eulma, Oued El Aneb et Chetaïbi, ces entreprises ont permis, en plus de l'extension des activités dédiées au bâtiment, de relancer plusieurs activités agricoles, entre autres l'élevage bovin, l'aviculture, l'apiculture, l'arboriculture et la pisciculture, a affirmé le même responsable. La caisse nationale d'assurance chômage (Cnac) ambitionne également d'encourager les activités productives et créatrices de richesse, a encore fait savoir M. Farhi. Organisée au centre de divertissement scientifique de la ville d'Annaba, la

caravane de l'entrepreneuriat accueille, informe et oriente les jeunes pour leur permettre, par le biais des dispositifs de soutien à l'emploi, de concrétiser leurs projets à partir d'une idée innovatrice. Au cours de cette caravane, les jeunes seront initiés aux avantages octroyés par les différents dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle, a-t-on noté, signalant que ces jeunes porteurs de projets bénéficieront de l'orientation des instances d'accompagnement et de formation.

Hocine B.

Opération lancée «avant la fin de l'année 2017»

Khenchela réhabilite 9 cimetières de chouhada et 4 centres de torture

Une opération portant réhabilitation de 9 cimetières de chouhada et 4 centres de torture lors de la guerre de Libération nationale, sera lancée «avant la fin de l'année 2017» dans la wilaya de Khenchela, a indiqué dimanche à l'APS le directeur local des moudjahidine Houcine Khelladi.

Cette action d'aménagement touchera des cimetières de plu-

sieurs communes de la wilaya en plus de 3 sites historiques, a précisé le même responsable, soulignant que la réalisation de ce projet a nécessité la mise en place d'un montant financier global de 25 millions DA. Il est également prévu le lancement, durant la même période, d'une opération de mise à niveau de 4 centres de torture, remontant à la période coloniale, a affirmé M.

Khelladi. L'opération de réhabilitation de ces centres, considérés comme des repères historiques relevant des communes d'El Quedja, d'Ain Touila, d'El Mahmal et de Khirane, a été allouée à 100 millions DA a été allouée par le secteur des moudjahidine de la wilaya de Khenchela pour l'équipement du centre de repos et la réalisation de ce hammam.

Ghania G.

Hamma, est en cours de construction dont le taux d'avancement des travaux a atteint 80%, a-t-il ajouté, soulignant qu'un budget d'investissement évalué à 100 millions DA a été alloué par le secteur des moudjahidine de la wilaya de Khenchela pour l'équipement du centre de repos et la réalisation de ce hammam.

Violence contre les femmes

76 cas enregistrés en 2017 à Sidi Bel-Abbès

Pas moins de 76 cas de violence contre la femme ont été enregistrés durant la période de janvier à septembre 2017 dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès, a rapporté avant-hier de la cellule d'information et de communication de la direction de la santé et de la population.

«Trente cas ont trait à la violence physique dont ont fait l'objet des femmes âgées entre 19 et 65 ans par des personnes déclarées et 39 autres par des personnes inconnues», a indiqué la cellule à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre la violence exercée

contre la femme célébrée le 25 novembre. Pour les femmes de plus de 65 ans, 4 cas d'agression physique ont été enregistrés par des personnes déclarées et 3 cas d'agression par des inconnus, a-t-on ajouté. De leur côté, les services de la sûreté de wilaya de Sidi Bel-Abbès ont traité, au premier semestre de l'année en cours, 86 affaires de violence contre les femmes, principalement liés aux coups et blessures volontaires causés par des conjoints et membres de la famille (pères et fils), a fait savoir le chef de la brigade de protection de l'enfance et de la

femme, le lieutenant Moussa Toumi. Il a souligné que les principales causes de violence exercée sur les femmes sont dues au milieu familial engendrant des préjudices à la femme (manque de confiance en soi, sentiment d'insécurité, incapacité d'assumer son rôle social et baisse de vitalité). Des cas d'incapacité permanente, de haine pour le conjoint, d'échec de la vie conjugale sont autant de conséquences entraînant le divorce et la dislocation familiale dont font les frais les enfants, a-t-on conclu.

Dania B.

Maison de l'artisanat de Souk Ahras Ouverture d'un stage de formation à la broderie électronique

UN STAGE de formation à la broderie électronique s'est ouvert avant-hier à la maison de l'artisanat de Souk Ahras au profit de 10 artisans ayant bénéficié des dispositifs de soutien à l'emploi pour l'acquisition de machines de broderie électronique. La formation, qui doit se poursuivre jusqu'à vendredi, est encadrée par un modéliste de Constantine, Mohamed Bahri, a indiqué Mme Yasmine Kastli, chef du bureau formation à la chambre de l'artisanat et des métiers (CAM). Depuis début 2017, des attestations de qualification professionnelle dans diverses métiers (construction, pâtisseries traditionnelles, couture, plomberie, céramique, bijouterie, chauffage central) ont été accordées à 408 jeunes candidats pour les divers dispositifs publics de soutien à l'emploi et désireux ouvrir leurs propres ateliers, a-t-il précisé. Des stages de formation pour l'initiation à ces métiers ont été ouverts au profit des jeunes y compris ceux de l'établissement de prévention de Souk Ahras et des deux centres de valorisation des compétences de M'daourouch et Taoura, est-il indiqué.

Salim N.

Batna 147 millions DA pour réhabiliter le chemin communal entre Kimel et T'kout

UNE ENVELOPPE financière de 147 millions DA a été mobilisée pour la réhabilitation d'un tronçon de 7,5 km du chemin communal reliant la localité de Sidi Ali dans la commune de Kimel au chef-lieu de la daïra de T'kout (Batna), a annoncé dimanche le directeur de wilaya des travaux publics, Abderrahmane Abdi. Cette opération de désenclavement sera exécutée en deux tranches dont la première portera sur un tronçon de 5 km (73 millions DA) et la second sur 2,5 km (74 millions DA), a indiqué le responsable. L'opération prise en charge sur le budget de la wilaya a été décidée par le wali, Abdelkhalak Sayouda, après avoir constaté l'état de dégradation de cette route lors d'une récente inspection, selon la même source, qui a relevé que le chemin reliant Kimel à T'kout par Sidi Ali est long de 50 km dont plus de la moitié a été rénovée durant ces dernières années tandis que 24 km sont restés en état de dégradation. La réhabilitation de cette voie se fait progressivement, a indiqué le directeur de wilaya des travaux publics, affirmant qu'une étude est en cours pour déterminer si la partie restante du tracé de cette route sera maintenue ou modifiée en raison de sa situation en zone montagneuse. Ce chemin est la seule route donnant accès directe à la commune de Kimel située à 140 km au sud de Batna, autrement il faut passer par la commune de Lemsar dans la wilaya de Khenchela.

Belgacem B.



– 35^e Conférence permanente des partis politiques d'Amérique latine et des Caraïbes –

Résolution de soutien à la lutte du peuple sahraoui contre la colonisation

■ Les travaux de la 35^e Conférence permanente des partis politiques d'Amérique latine et des Caraïbes (Coppal), tenue du 23 au 25 novembre à Tegucigalpa (Honduras), se sont achevés par l'adoption d'une résolution de soutien à la lutte du peuple sahraoui pour la décolonisation et le recouvrement de sa souveraineté territoriale, appelant l'Organisation des Nations unies (ONU) à honorer ses engagements vis-à-vis de ce peuple.

Par Mondji T.

La déclaration finale de la Coppal, relayée dimanche par les médias, exprime également «l'inquiétude des partis politiques d'Amérique latine et des Caraïbes face à la situation tragique et la souffrance du peuple sahraoui qui dure depuis plus de 41 ans». Se félicitant de la désignation du nouveau émissaire spécial du secrétaire général de l'ONU au Sahara occidental, Horst Kohler, les participants ont réitéré leur «soutien aux efforts onusiens visant à parvenir à une solution pacifique, juste et durable pour la décolonisation du Sahara Occidental et permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination». La Coppal a réitéré son soutien à la lutte du peuple sahraoui, sous la conduite du Front Polisario et la République arabe sahraoui démocratique (RASD), appelant les gouvernements des pays d'Amérique latine et des Caraïbes à soutenir une solution urgente et juste garantissant au peuple sahraoui son droit à l'autodétermination et à la décolonisation sur la base des résolutions de l'ONU, des organisations régionales et de l'Union africaine (UA) principalement. L'ambassadeur sahraoui au Nicaragua, Slimane

Tayeb, a présenté, lors des travaux de cette conférence, un exposé sur les derniers développements de la cause sahraouie, suite à la résolution du Conseil de sécurité du mois d'avril 2017, outre les développements survenus dans la région après la visite du nouvel émissaire, et le rapport

qu'il a présenté récemment devant les membres du Conseil de sécurité, avant de saluer le soutien apporté par les peuples, Parlements et pays d'Amérique latine et des Caraïbes pour la cause juste du peuple sahraoui pour la liberté et l'indépendance.

M. T./APS



Ph. > D. R.

RASD-Mauritanie

L'importance d'une coordination en matière de lutte contre le terrorisme et le trafic de drogue soulignée

Le ministre d'Etat, conseiller à la présidence sahraouie, membre du secrétariat national du Front Polisario, Bechir Mustapha Sayed, s'est félicité dimanche du niveau des relations de coopération entre la Mauritanie et la République arabe sahraoui démocratique (RASD), réaffirmant la détermination des deux parties à renforcer la coordination en matière de lutte contre le terrorisme, le trafic de drogue et le crime organisé, sous toutes ses formes, qui sont de véritables menaces pour la région.

Dans un entretien accordé à l'Agence de presse indépendante mauritanienne, le ministre a indiqué avoir relevé «la satisfaction des deux parties, mauritanienne et sahraouie, quant au niveau des relations bilatérales marquées par une confiance mutuelle et une profonde volonté à les consolider, outre les liens socio-culturels, la communauté du destin et les défis et menaces».

Il a fait état, dans ce sens, «d'une coopération à haut niveau avec la Mauritanie, un échange des informations et une coordination en matière de lutte contre les différentes menaces dont le trafic de drogue et les groupes criminels organisés provenant essentiellement du Maroc et qui transitent par le Sahara occidental et la Mauritanie pour inonder de drogue les marchés des pays du Sahel et d'Afrique du Nord».

Le responsable sahraoui a mis en garde contre la volonté de Rabat à «transformer les territoires mauritanien et sahraoui en terres de transit de la drogue vers l'Europe ainsi que de certains réseaux terroristes au nord Mali et même du Nigeria», insistant sur l'importance d'une coopération entre les deux pays dans ce domaine «pour endiguer ces risques et faire échouer les plans des groupes de crime organisé qui servent l'expansion marocaine».

Le ministre sahraoui a évoqué sa dernière visite en Mauritanie, lors de laquelle il a rencontré le président mauritanien, Mohamed Ould Abdelaziz, et nombre de responsables politiques afin de les informer des derniers développements de la question sahraouie en particulier de la visite de l'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU, Horst Kohler dans la région et de la présence de la RASD au travaux du sommet UA-UE, outre les relations et la coopération bilatérales.

M. Bechir Mustapha Sayed a dit avoir constaté «l'attachement de la Mauritanie et de son président à la souveraineté de la Mauritanie et une forte détermination à mettre un terme à toute ingérence marocaine dans les affaires mauritaniennes». Il a fait état dans le même sens de la volonté de la Mauritanie à raffermir ses relations avec les pays voisins, notamment avec l'Algérie.

Mahi Y.

Crise libyenne

Progrès dans le processus de règlement après l'approbation par le Parlement des amendements de l'accord politique

Les prémices d'un début de dénouement de la crise libyenne se profilent à l'horizon après l'approbation de la chambre des représentants libyenne (parlement) de la mouture onusienne amendée de l'accord politique, adopté il y a deux ans sous le parrainage des Nations unies, et dont la contestation de certaines clauses par des belligérants a été une entrave devant une solution définitive à la situation que vit le pays depuis 2011.

Lors d'une séance formelle consacrée à l'examen des deux initiatives soumises, la première par la délégation onusienne et la deuxième par des membres du parlement et du conseil de l'Etat à l'issue d'une série de rencontres, la chambre des représentants dont le siège est à Tabrouk (est du pays), a approuvé mardi les amendements introduits à l'accord politique, présentés par l'envoyé onusien en Libye, Ghassan Salamé.

Selon le porte-parole officiel de la chambre des représentants, Abdullah Belhik, le Parlement libyen, présidé par Akila Saleh, a voté à la majorité, en début de séance, pour la proposition d'amendement de l'accord politique relatif au «pouvoir exécutif» présenté par l'envoyé onu-

sien. La chambre des représentants avait consacré sa séance à l'examen des résultats de la commission de dialogue lors des précédents rounds, a déclaré le président de la commission à la chambre des représentants, Abdeslam Nassia.

La commission était tenue de présenter des rapports à la chambre des représentants et l'informer du déroulé des rounds du dialogue, a-t-il précisé, ajoutant que le dernier rapport est intervenu à l'issue du second round et dans lequel la commission a expliqué les points de divergence en suspens et les raisons de la suspension du dialogue.

Il a expliqué que la délégation onusienne en Libye avait formulé une «proposition consensuelle» concernant l'un des points qui a fait l'objet d'accord durant la séance.

Des rounds de dialogue ont été menés en Tunisie il y a un mois pour l'amendement de certaines clauses de l'accord politique libyen signé le 17 décembre 2015 dans le cadre de la feuille de route proposée par l'ONU le 21 décembre dernier pour le règlement de la crise en Libye.

Les délégations représentant le Parlement et le Conseil d'Etat libyens pre-

nant part au dialogue se sont rencontrées encore une fois, à l'issue du second round de négociations qui s'est achevé il y a plus de deux semaines, pour dégager un avis définitif sur ces amendements.

Des clauses modifiées et plus de clarté aux prérogatives dans l'accord politique

La mouture modifiée de l'accord politique libyen du 17 décembre 2015, présentée par l'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU en Libye, Ghassan Salamé, contient 12 clauses dont la plus importante est que le conseil présidentiel doit se composer d'un président et deux vice présidents au lieu de 7 et que toutes les décisions doivent être prises à l'unanimité et que le commandement suprême de l'armée libyenne relève de ses prérogatives.

Le document prévoit également que le conseil présidentiel et le gouvernement continuent à exercer leur fonctions jusqu'à ce que se tiennent les élections présidentielles et législatives. Il stipule que le chef du Gouvernement doit être indépendant du conseil.

La mouture prévoit, en outre, que le

chef du gouvernement (qui sera choisi ultérieurement) doit, dans le délai d'un mois au maximum, présenter une liste consensuelle complète des membres du gouvernement ainsi que son plan d'action au parlement pour adoption dans un délai ne dépassant pas les 10 jours.

La mission de l'ONU pour le soutien en Libye, a salué mercredi «la version consensuelle» acceptée par le Parlement libyen relative à l'amendement de l'accord politique, axée sur les délibérations de la commission mixte de rédaction en Tunisie.

L'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU en Libye, Ghassan Salamé, avait informé le Conseil de sécurité de l'évolution du processus de mise en œuvre de sa feuille de route, citant la tenue de deux séances de la commission mixte de rédaction composée des membres de la chambre des représentants et du haut conseil de l'Etat.

L'émissaire onusien s'est également félicité des «concertations pacifiques et constructives en cours sur l'avenir de la Libye», affirmant que la relance du processus politique avait insufflé «une nouvelle dynamique».

R. M.



Venezuela

Un général à la tête de PDVSA, l'armée renforce son pouvoir

■ Le président vénézuélien, Nicolas Maduro, a renforcé le pouvoir de l'armée dans le pays en nommant dimanche un général ministre du Pétrole et patron de la très stratégique compagnie pétrolière PDVSA, secouée par de graves affaires de corruption et déclarée en défaut partiel.

Par Rosa C.

Le général Manuel Quevedo devient, à compter de dimanche, président de «notre bien aimée PDVSA», avec à la clé une promesse de «restructuration totale» de ce groupe, a déclaré M. Maduro. Le chef de l'État a en outre désigné à la tête du ministère du Commerce extérieur le capitaine Jose Vielma Mora. Avec ces nominations, ce sont désormais 14 ministres sur 32 qui sont des militaires d'active ou à la retraite, faisant de l'armée le principal allié du président socialiste, très impopulaire, dont le mandat s'achève en janvier 2019. Avec cette nomination, «les militaires ont atteint la dernière frontière du pouvoir au Venezuela», estime l'analyste Rocio San Miguel. Manuel Quevedo, un général de la Garde nationale, a été jusqu'à présent ministre du Logement. Il remplace Nelson Martinez à la tête de PDVSA et Eulogio Del Pino aux fonctions de ministre du Pétrole. La Force armée nationale bolivarienne (FANB), qui joue également un rôle essentiel dans les autres secteurs économiques



stratégiques du pays, comme la distribution de nourriture, jure régulièrement «loyauté absolue et inconditionnelle» à Nicolas Maduro. Une chaîne de télévision, une banque, une usine d'assemblage de voitures et un groupe de construction font partie des entreprises contrôlées par les militaires vénézuéliens. A cette liste s'ajoute la Compagnie anonyme militaire des industries minière, pétrolière et gazière (Camimpeg) créée en 2016. La Camimpeg a les mêmes fonc-

tions que PDVSA (Petroleos de Venezuela): réhabiliter et entretenir les puits, vendre et distribuer des produits dans les domaines des mines, du pétrole et de la pétrochimie et du gaz. L'opposition critique la large participation des militaires au sein du gouvernement et leur «politisation». «La pire erreur de (Hugo) Chavez a été de sortir les militaires de leurs casernes. Qui va

les y renvoyer ?», avait déclaré l'an dernier Henry Ramos Allup, vétéran de la politique et ex-président du Parlement. Le président socialiste a fixé comme principal objectif d'augmenter la production vénézuélienne de brut, actuellement de 1,9 million de barils/jour contre 2,27 millions de barils/jour en 2016. Les experts attribuent cette baisse au faible niveau des investissements dans les infrastructures. Combinée à la chute des cours du pétrole, elle a entraîné dans une profonde crise économique le Venezuela, dont les réserves d'«or noir» sont les plus élevées du monde. «Nous allons procéder à une restructuration totale de PDVSA», a déclaré le président Maduro. Cette annonce intervient après une série de scandales de corruption liés à l'industrie pétrolière au Venezuela. Les autorités vénézuéliennes ont arrêté mardi dernier le président de Citgo, une filiale américaine de PDVSA, José Angel Pereira et cinq de ses vice-présidents notamment pour

corruption présumée, association de malfaiteurs et blanchiment d'argent. Le lendemain, Nicolas Maduro a nommé président de Citgo un cousin de son défunt prédécesseur Hugo Chavez. Ces arrestations coïncident avec les difficultés du Venezuela à rembourser dans les temps à la fois sa dette souveraine évaluée à 150 milliards de dollars et celle de PDVSA, qui en représente à elle seule 30%. Les avertissements des agences de notation se succèdent, depuis que S&P et Fitch ont constaté un défaut partiel de l'État vénézuélien et de sa compagnie pétrolière. S&P Global Ratings a constaté l'incapacité du Venezuela à honorer deux nouvelles échéances. Citgo, créée en 1910 sous le nom de Cities Service, possède trois raffineries de pétrole aux États-Unis, au Texas, en Louisiane et dans l'Illinois, dont la capacité de production quotidienne est de 750 000 barils, trois oléoducs et des actions dans trois autres.

R. C.

Bali

Des milliers d'habitants fuient la menace du volcan Agung

Des dizaines de milliers d'habitants de l'île indonésienne de Bali ont fui leurs maisons en raison d'un risque imminent d'éruption majeure du Mont Agung, volcan qui gronde depuis plusieurs jours et libère un impressionnant panache de fumée grise. Si 40 000 personnes sont déjà parties, les autorités, qui ont relevé au maximum le niveau d'alerte hier, estiment qu'un total de 100 000 habitants pourraient devoir s'éloigner. L'aéroport international de l'île a dû fermer, ce qui devrait avoir un impact sur les voyages de dizaines de milliers de personnes. «Le niveau d'alerte pour le volcan a été porté au plus haut», a déclaré un haut responsable du centre national de volcanologie d'Indonésie, Gede Suandika. Le Mont Agung, dont la dernière éruption en 1963 avait fait 1.600 morts, émettait hier une colonne de fumée grise s'élevant à plus de 3 000 mètres dans les airs. «Des secousses permanentes sont ressenties», a-t-il ajouté. La zone d'exclusion autour du volcan, situé à 75 km de la station balnéaire touristique de Kuta, a été élargie à 10 km et les habitants vivant à l'intérieur de cette zone ont été priés d'évacuer. «Les projections continues de cendres sont parfois accompagnées par des éruptions explosives et un faible grondement sonore», a indiqué dans un communiqué le Bureau national de

gestion des catastrophes. «Les lueurs de feu sont de plus en plus visibles la nuit. Ceci indique que les conditions d'une éruption plus forte imminente sont réunies», a-t-il ajouté. Sutopo Purwo Nugroho, porte-parole du Bureau national de gestion des catastrophes, a lancé un appel au calme. «Le plus important est de suivre nos instructions et de garder son calme», a-t-il dit à l'AFP. Des villages proches du volcan étaient couverts des cendres rejetées par le Mont Agung. Des milliers de masques de protection ont été distribués aux habitants. «Je suis très inquiet car j'ai laissé ma maison derrière moi et je suis aussi inquiet pour ma famille», a déclaré Putu Suyasa, un paysan de 36 ans qui a fui avec des proches un village situé à huit kilomètres du volcan. «La montagne crache une fumée plus épaisse qu'avant». L'aéroport international de Denpasar, capitale de la province de Bali, haut lieu du tourisme mondial avec des millions de visiteurs chaque année, a été fermé. «Il ne doit pas y avoir de cendre sur la piste», a déclaré le directeur général de l'aéroport Yanus Suorayogi pour expliquer la fermeture. «Que voulez-vous que je vous dise? Nous devons coopérer car c'est une catastrophe naturelle», a déclaré Krisna Mustafa, un touriste indien. Plusieurs touristes ont été

prévenus que, dans le meilleur des cas, ils devraient attendre plusieurs jours avant de partir. «Mon vol de 07h00 ce matin a été annulé juste au moment où on se préparait à embarquer», a déclaré le touriste indonésien Merry Handayani Tumanggor, 23 ans. «Nous devons désormais rester à Bali. Ils nous disent qu'au plus tôt, on partira vendredi». L'aéroport de l'île de Lombok, autre destination touristique très prisée à l'est de Bali, a également fermé dimanche après-midi car le vent poussait les cendres dans sa direction. Mais il a rouvert hier matin. Le mont Agung, qui culmine à un peu plus de 3 000 mètres d'altitude, avait déjà grondé d'août à octobre, forçant l'évacuation de 144 000 habitants. Son activité avait semblé se calmer fin octobre, et l'alerte avait été rabaisée, ce qui avait convaincu des milliers de personnes de rentrer. Jusqu'à ce qu'il se remette mardi à gronder. Pour la seconde fois en moins d'une semaine, le volcan a libéré samedi un important panache de fumée, ce qui pourrait correspondre selon les spécialistes à une éruption phréatique, soit l'expulsion brusque et violente de vapeur d'eau. Plus de 120 volcans sont en activité en Indonésie, qui est située sur la «ceinture de feu» du Pacifique.



Points chauds

Revers

Par Fouzia Mahmoudi

Angela Merkel, chancelière en mal de popularité, cherche à trouver un moyen d'éviter un nouveau scrutin qui pourrait lui coûter, cette fois-ci pour de bon, son poste à la tête de l'Allemagne. Et si la SPD, l'opposition de gauche qui avait quelque temps refusé une alliance en vue de former un gouvernement, est revenue sur sa position la semaine dernière, la situation reste critique pour Merkel. Cette semaine, cette dernière s'est une fois encore exprimée sur le sujet et s'est dite opposée à la tenue de nouvelles élections en Allemagne, option qu'elle semblait pourtant privilégier dans un premier temps après l'échec des négociations en vue de la formation d'une coalition gouvernementale. «Demander aux électeurs d'aller voter à nouveau serait, je pense, une grosse erreur», a déclaré la chancelière devant des membres de son parti lors d'une réunion dans le nord du pays. «L'Europe a besoin d'une Allemagne forte, il est souhaitable d'avoir un gouvernement en place rapidement», a-t-elle ajouté, sous les applaudissements de l'assistance. L'échec des négociations en vue d'une coalition inédite qui aurait rassemblé les conservateurs CDU-CSU, les libéraux du FDP et les écologistes fait que le Parti social-démocrate (SPD) est revenu dans le jeu. Son président, Martin Schulz, a accepté vendredi d'ouvrir des discussions sur la formation d'un nouveau gouvernement à la demande du président de la République, Frank-Walter Steinmeier. Le SPD, qui a subi le 24 septembre son pire revers aux élections législatives depuis 1949, avait dans un premier temps choisi de retourner dans l'opposition, disant ne pas vouloir renouveler l'expérience d'une «grande coalition» avec la CDU et la CSU comme cela a été le cas entre 2013 et 2017. Dans son discours samedi, Angela Merkel a fait bon accueil à la possibilité d'une entente avec le SPD, à condition que les pourparlers se déroulent sur la base du respect mutuel. «Nous avons bien travaillé ensemble», a-t-elle dit à propos des années de la «grande coalition». Angela Merkel et Martin Schulz seront reçus ensemble jeudi prochain par le président Steinmeier. Reste à espérer pour la chancelière qu'un accord menant à la formation d'un gouvernement se fera bientôt lui assurant ainsi encore quelques années de pouvoir.

F. M.



Panorama du film révolutionnaire et documentaire à Mostaganem

Huit documentaires et six films de guerre à l'affiche

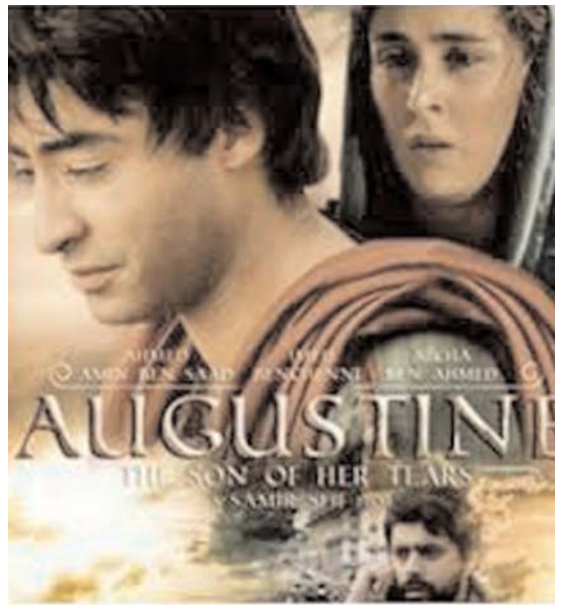
■ Le Panorama du film révolutionnaire et documentaire organisé à partir d'aujourd'hui à Mostaganem se veut un espace pour revisiter le cinéma algérien traitant la révolution nationale. La quatrième édition de cet évènement filmique sera marquée par la projection de huit documentaires et six films de guerre ainsi que la participation d'un grand nombre de spécialistes de différentes régions du pays.

Par Abia Selles

Huit documentaires et six films de guerre (longs métrages) participent à la 4^e édition du panorama du film révolutionnaire et documentaire prévue à Mostaganem à partir d'aujourd'hui et jusqu'au 2 décembre prochain, a-t-on appris dimanche du chargé de l'information de cette manifestation. Seront projetés lors de la cérémonie d'ouverture, prévue aujourd'hui à la salle de cinéma «Hamada», le long métrage «Saint Augustin» du réalisateur Samir Seif et le documentaire «Chahine et le cinéma algérien» du réalisateur Salim Aghar, a

indiqué Larbi Benzidane. Cette manifestation, organisée par la direction de la culture, verra la participation des longs métrages «El Alam» (La douleur) de Mohamed Hazouli, «Lam Nakkoun Abtal» de Nasreddine Guenifi, «Lambèze» de Yahia Mezahem, (El An youmkinouhoum el madjie) de Salem Brahim et «Itr El Djazair» (Senteurs d'Alger) de Rachid Benhadji. Pour le volet documentaire, cette édition verra la participation du film «Abdelkader» de Salim Brahimi, «La bataille d'Alger, un film de l'histoire» de Malek Bensmail, «Les enfumades de la Dahra» de Abderrahmane Mustapha et «Le rocher noir» de Cherif Aggoun.

Deux conférences sur le documentaire et le film révolutionnaire seront animées avec l'historien français Gilles Manseron, Abderrahmane Djelafoui, Safa Benzerrouki et Abdelkrim Ghribi. Le réalisateur algérien Mahmoud Zemmouri sera honoré à titre posthume à cette occasion. Cette manifestation devra drainer plus de cinquante cinéastes, réalisateurs, comédiens et professionnels spécialisés dans ce domaine, de différentes régions du pays, en plus d'historiens, d'académiciens et d'étudiants du département des arts de l'université de Mostaganem. A. S.



Journées nationales du court métrage à Béchar

Plus de vingt œuvres en compétition

Un total de 29 films courts métrages, réalisés et produits par des cinéastes amateurs de 22 wilayas du pays, seront en compétition aux 4^{es} Journées nationales du court métrage prévues du 29 novembre au 2 décembre prochains à la maison de la culture «Kadi-Mohamed» à Béchar, a-t-on appris auprès de la direction de cette structure. Cette manifestation, qui se veut être un espace de promotion des activités cinématographiques des jeunes talents et aussi un lieu de promotion de leurs œuvres artistiques, verra en plus des séances de projection organisées à l'intention des cinéphiles et du jury, le déroulement de plusieurs ateliers de formation dédiés à la photo, le montage de films, l'écriture de scénarios et autres tech-

niques cinématographiques en général, a-t-on précisé. Les œuvres en compétition, qui abordent différents thèmes et préoccupations, ont été choisies après une présélection effectuée par un comité d'organisation parmi 45 courts métrages adressés à cette manifestation par des jeunes cinéastes amateurs de différentes régions du pays, a-t-on signalé.

Cependant, plusieurs cinéphiles locaux ont jugé «inconfortable» techniquement la projection des œuvres choisies dans la salle de conférences de la maison de la culture précitée, qui est l'organisatrice de ces journées, aux lieux et places de la salle de la cinémathèque nationale, qui dispose d'équipements modernes nécessaires à une telle

manifestation du 7^e art. Cette dernière salle de 660 places, dont 250 en plein air, a nécessité un investissement de plus de 55 millions de DA dérogé par le ministère de la Culture, dans le cadre d'une vaste opération de rénovation et de modernisation de salles similaires à travers le pays. En plus de la rénovation de l'ensemble des structures d'accueil et de la salle de projection qui a été équipée en fauteuils ignifuges, il a été procédé également à la modernisation des équipements de projection (son et acoustique), ainsi qu'à l'installation d'un système de climatisation, dans un but d'amélioration de ses prestations artistiques, selon les services de la Culture.

L. B.

Site archéologique «Agherm Baba Saâd» à Ghardaïa

Un plan de protection bientôt lancé

Un plan de protection et de sauvegarde du patrimoine rupestre du site archéologique «Agherm Baba Saâd», situé sur les hauteurs ouest du ksar de Ghardaïa, sera lancé prochainement, a révélé lundi à la presse le chargé de la gestion de l'Office de protection et de promotion de la vallée du M'zab (OPVM). Ce plan de protection et de délimitation de ce site préhistorique surplombant l'ancien ksar de Ghardaïa sera effectué par les équipes du Centre national de la recherche archéologique, en collaboration avec les chercheurs de l'OPVM, a précisé Kamel Ramdane.

Ce site archéologique préhistorique, qualifié d'«important» par les archéologues et autres spécialistes en art rupestre, a été découvert en 1927 par P. John

Savary, avant que d'autres chercheurs n'effectuent des fouilles, notamment en 1966 par André Ravereau et en 2006 par Maïka Hachid et Nadjib Ferhat, a précisé le chargé de la gestion de l'OPVM.

De nombreuses gravures et dessins rupestres datant de la période libyco-berbère, authentifiées par les spécialistes, décorent les affleurements et autres façades de cuesta d'affluent rocheux ainsi que sur des rochers des éboulis de pente de ce site. Ce site renferme également des ruines d'une forteresse défensive fondée en 1004 avant JC, ainsi que des anciens fours artificiels pour la fabrication de matériaux de construction locaux, en particulier la chaux et le plâtre, a expliqué le responsable de la gestion de l'OPVM.

De nouvelles gravures rupestres ont été découvertes récemment sur ce site que «l'on veut préserver comme patrimoine rupestre dans son contexte naturel», a fait savoir Kamel Ramdane.

La région de Ghardaïa se tient sur des sites antiques dont les traces sont visibles dans les nombreuses pierres et gravures rupestres qui témoignent, selon les spécialistes de l'art rupestre, de l'existence d'une vie humaine dans la région depuis des milliers d'années et restent en quête d'intérêt pour l'épanouissement d'un tourisme culturel et scientifique.

Ces sites de gravures rupestres d'une valeur «inestimable» constituent, outre la mémoire de la région exprimée par les différentes représentations et figures fauniques et

humaines appartenant à la période libyco-berbère, une matière de référence pour les recherches académiques et historiques sur la région, en plus de leur rôle en matière touristique, a souligné de son côté le directeur de la culture de la wilaya. Le plan de protection et de sauvegarde du patrimoine rupestre du site archéologique «Agherm Baba Saad» de Ghardaïa vise non seulement la protection et la valorisation des gravures rupestres, une composante patrimoniale d'une valeur inestimable, mais aussi l'encouragement de l'activité touristique dans la vallée du M'zab et de la recherche scientifique par des missions d'études et de recherches, a précisé Maïza Hadj-Ahmed Abdelhamid.

F. H.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Salle Ibn Zeydoun de Riadh El-Feth (El-Madania, Alger)
Jeudi 30 novembre à 19h :

Spectacle «Soufia» de Lila Borsali. Le spectacle sera totalement dédié aux chants et mélodies soufis. Entrée : 800 DA.

Vendredi 8 décembre à 19h :
Concert «En toute intimité» de Manel Gherbi. Entrée : 800 DA.
Institut culturel italien d'Alger (4 bis, rue Yahia-Mazouni, El-Biar, Alger)

Jusqu'au 15 décembre :
Exposition artistique «Cycles» par l'artiste Amina Benboureche.

Galerie Sirius (139, Bd Krim-Belkacem, Témelym, Alger)

Jusqu'au 30 novembre :
Exposition collective «Lumières différentes» des artistes Valentina Ghanem, Pavlovskaya, Smail Ouchene, Nacib Rachid et Belmekki Mourad.

Palais des Raïs, Bastion 23 (Bab-El-Oued, Alger)
Jusqu'au 30 novembre :
Exposition de photographie «Il y a cent ans en Algérie», comportant des photos prises entre le 23 février 1903 et le 7 juillet 1903 par Monseigneur Guérin et le père Vellard, dans des oasis d'Algérie.

Galerie des Ateliers Bouffé d'art (résidence Sahraoui, Les Deux-Bassins, Ben Aknoun, Alger)
Jusqu'au 30 novembre :
Exposition-vente d'œuvres des artistes Rachida Merzouk, Belkis Sergoua, Samia Merzouk, Karim Sergoua et Jaoudet Gassouma.



Coup-franc direct

Un mercato logique

Par Mahfoud M.

Alors que le mercato hivernal s'ouvre dans les prochains jours, d'aucuns se demandent si les clubs pourront ou pas être à la hauteur des exigences de ce genre de marché. En effet, les clubs se trouvant dans une situation critique et dont les finances sont dans le rouge ne peuvent pas prétendre à ramener des joueurs qu'ils seront ensuite dans l'impossibilité de payer, surtout que ces derniers sont de plus en plus exigeants et protégés par les instances nationales avec l'existence d'une commission de règlement de litiges qui arbitre quand les joueurs n'obtiennent pas leurs dus des clubs. Pourquoi tenter de ramener des joueurs, alors qu'un club n'arrive pas à payer déjà ceux qui sont sous sa coupe. Il faut savoir que certains clubs sont déjà sous l'interdiction de recrutement n'ayant pas régularisé certains éléments partis ensuite monnayer leur talent ailleurs. Malgré cela, ils n'ont pas daigné payer ces joueurs. Il faudra donc un mercato logique pour ces clubs qui doivent faire avec les moyens du bord et ne pas tenter de recruter d'autres éléments qu'ils ne pourront pas payer. Il leur faudra plutôt compter sur leur réservoir de jeunes comme c'est le cas des formations connues pour épuiser dans ce vivier.

M. M.

RC Relizane

Adjali à la barre technique

LE TECHNICIEN Lakhdar Adjali est devenu le nouvel entraîneur du RC Relizane en remplacement de Youcef Bouzidi, a annoncé dimanche le club pensionnaire de la Ligue 2 Mobilis de football sur sa page Facebook. L'ancien international (45 ans) s'est engagé pour un contrat jusqu'à la fin de la saison, précise la même source. Ayant entamé la saison sur le banc du Rapid, Youcef Bouzidi a jeté l'éponge en septembre dernier. La direction a confié l'intérim à l'entraîneur-adjoint, Kada Aïssa, qui a réussi à redresser la barre

après un début d'exercice raté. Adjali a entamé la saison, lui, sur le banc du CA Batna. Il a eu aussi deux autres expériences en tant qu'entraîneur-adjoint au MO Béjaïa, lorsque ce dernier avait atteint la finale de la Coupe de la Confédération africaine en 2015, et à la JS Kabylie lors de l'année suivante. Au terme de la 12e journée du championnat, le RCR occupe la 6e place au classement. Il compte 20 points et accuse trois unités de retard sur le troisième, la JSM Skikda, sachant que les trois premiers accéderont en fin de saison.

Fédération algérienne de karaté La crise bientôt résolue ?

LE MINISTÈRE de la Jeunesse et des Sports (MJS) a indiqué que la cellule de crise mise en place suite à la suspension de la Fédération algérienne de karaté-do (FAK) par l'instance mondiale de la discipline (WKF), rendrait «prochainement» ses propositions. «Soucieux de préserver les intérêts du karaté algérien et de ses athlètes, le ministère rappelle que la cellule mise en place pour préparer l'Assemblée générale extraordinaire (AGE) de la FAK rendra prochainement ses propositions», a écrit le MJS sur sa page Facebook. La tutelle a saisi l'occasion pour réitérer qu'elle n'était en aucun cas impliquée dans l'engagement de quatre athlètes algériens à l'Open mondial d'Okinawa, disputé samedi et dimanche au Japon. «La participation de ces athlètes membres d'un club algérien, reste une initiative personnelle sachant qu'aucune demande d'autorisation de sortie ou de prise en charge n'a été introduite auprès des services compétents du MJS ni même au niveau de la fédération», selon la même source. Pourtant, la karatéka Rachha Bensaïb avait affirmé mercredi à l'APS qu'elle et ses trois coéquipiers Ismaïl Rabehi (kata), Salah-Eddine Sekkour (kata) et Hocine Daïkhi (+84 kg / kumité), ont été «autorisés par le ministre à prendre part à cette compétition», à condition de ne pas évoluer sous l'emblème de la

Fédération mondiale. «Le ministre de la Jeunesse et des Sports nous a donné son accord pour participer à cette compétition, à condition de ne pas évoluer sous l'emblème de la Fédération mondiale. C'est pour cette raison que nous avons opté pour un club parisien», avait-elle notamment indiqué. Des déclarations vite démenties par le directeur général des sports au MJS, Abdelmadjid Djebab, selon qui «le ministre de la Jeunesse et des Sports n'a donné aucun accord pour permettre à des athlètes algériens de participer à l'Open mondial au Japon», ajoutant que ses «services n'ont reçu aucune demande dans ce sens». Pour rappel, l'instance mondiale de karaté a décidé de suspendre la FAK, actuellement gérée par Aboubaker Mekhfi à la tête d'un directoire, après avoir demandé au MJS de «faciliter» l'organisation d'une assemblée électorale et de trouver dans «un délai de 45 jours» une solution aux «dysfonctionnements» que vit la FAK depuis plusieurs mois. Aboubaker Mekhfi a été désigné fin mai par le MJS à la tête d'un directoire pour gérer les affaires de la FAK en attendant l'organisation d'une assemblée générale électorale, une décision considérée «en contradiction» avec les textes et règlements de la Fédération mondiale de karaté et de la charte olympique.

Mise à jour de la Ligue I Mobilis/MCA-USMA ce soir au stade du 5-Juillet

L'explication entre frères ennemis

■ Le stade du 5-Juillet d'Alger abrite cet après-midi le match tant attendu, à savoir le big derby algérois qui oppose les frères ennemis, le MC Alger et l'USMA, pour le compte de la mise à jour du championnat de Ligue I.



Usmistes et Mouloudéens visent la suprématie

Par Mahfoud M.

Reporté à plusieurs reprises, d'abord en raison de la participation des deux clubs aux compétitions africaines et ensuite pour cause de élections municipales, cette rencontre tiendra en haleine toute la capitale mais aussi une bonne partie du pays, étant donné que les deux formations ont des fans dans les quatre coins de l'Algérie. Soucieux de continuer sa série de résultats probants, après son succès face au DRBT, le Doyen fera tout son possible pour prendre les trois points du succès. Le Mouloudia de Casoni qui réalise des résultats en dents de scie ne veut pas rater cette confrontation, surtout qu'il sait qu'une autre contreperformance

le plongera dans une situation difficile et qu'il se doit d'être à la hauteur des espoirs placés en lui par les fans. Le coach du Mouloudia n'apportera pas de grands changements par rapport à l'effectif qui a disputé le dernier match face à Tadjenant, lui qui compte sur cette stabilité pour réussir la passe de deux et se reprendre dans les derbys après avoir perdu face au NAHD. Les Vert et Rouge compteront certainement sur leurs baroudeurs Derradja et Nekache pour trouver la faille dans le camp adverse et sur son tireur, Hachoud, pour apporter d'autres solutions sur balles arrêtées. Quoi qu'il en soit, la mission ne sera pas facile pour Bendebaka and co quand on sait que les Usmistes sont décidés aussi à aller de l'avant et à se reprendre

après le dernier échec à domicile face à la Saoura. En effet, les Rouge et Noir sont déterminés à trouver le chemin de la victoire de nouveau. Les gars de Soustara savent ce qui les attend lors de cette empoignée et feront tout pour l'emporter ou tout au moins éviter une autre défaite. Le coach revenant, Miloud Hamedi, qui avait raté ses débuts avec la défaite face à la JSS, souhaite apporter sa touche dans ce derby, comme il l'avait annoncé, et aura donc ses atouts à faire valoir. Toutefois, la formation usmiste sera quelque peu handicapée par l'absence de deux de ses joueurs les plus importants, à savoir Meftah et Meziane, tous deux blessés.

M. M.

Club Africain

Chenihî forfait pour au moins 3 semaines

L'attaquant algérien du Club Africain, Ibrahim Chenihî, sera éloigné des terrains pour une durée d'au moins 3 semaines après avoir contracté une blessure lors du match remporté dimanche par son équipe face au Stade Gabésien (1-0), en mise à jour de la 5e journée de la Ligue 1 tunisienne de football, rapporte la presse locale. «Le Club Africain a reçu ce dimanche une très mauvaise nouvelle avec

le forfait de son joueur algérien Ibrahim Chenihî pour les prochains matches. Blessé dans un contact avec le gardien de but du Stade Gabésien Wassim Naouara, Chenihî souffre d'une fracture», a précisé le site spécialisé «Kawarji». Le Club Africain et le Stade Gabésien se sont affrontés au stade olympique d'El Menzah. Le but de la victoire clubiste a été marqué par Ali Abdi à la 17e minute. Ce

3e succès de la saison permet au CA de grimper à la 11e place avec 11 points, en attendant de disputer ses 4 rencontres en retard. «Le joueur clubiste devra se reposer pour une période d'au moins 21 jours avant de reprendre la compétition. Chenihî sera par conséquent l'un des grands absents lors du derby de la semaine prochaine face à l'Espérance Sportive de Tunis», indique la même source.

La Spezia (Serie B-Italie)

Ammari n'entre pas dans les plans du coach

Le milieu de terrain algérien, Najib Ammari, a inscrit son deuxième but officiel sous les couleurs de son nouveau club, La Spezia, à l'occasion de la 16e journée du Championnat de Serie B italienne de football, qui a vu son équipe l'emporter à domicile contre Pescara (4-0). L'ancien Marseillais (25 ans) a débuté cette rencontre comme remplaçant et a effectué son entrée en jeu à la 54e minute, à la place de Mastinu. Il n'a eu besoin que d'une minute pour trouver le chemin des filets, portant ainsi le score à 2-0 après le premier but de Maggiore à la 33e

minute. C'est la copie conforme de la précédente journée contre Brescia, quand l'Algérien avait marqué quelques instants seulement après son entrée en jeu, offrant par la même occasion un précieux nul en déplacement à son équipe (1-1). Une incroyable réussite pour Ammari, ancien joueur de Virtus Entella (Serie B), qui a officialisé son transfert à La Spezia pas plus tard que le 8 novembre courant, ce qui lui confère déjà le statut de «joker de luxe» au sein de son nouveau club. L'Algérien avait fait sa première apparition officielle sous les couleurs de La

Spezia il y a 15 jours, à l'occasion de la 14e journée qui a vu son équipe se neutraliser à domicile contre Frosinone (1-1). Ammari, qui avait connu sa première sélection avec l'Algérie en 2009 alors qu'il appartenait encore à la catégorie juniors, avait résilié, à l'amiable, son ancien contrat avec Virtus Entella, avant de s'engager avec La Spezia jusqu'en juin 2018. Grâce à cette victoire, La Spezia se hisse de la 17e à la 12e place du classement général avec 20 points, mais reste assez loin derrière Bari, solide leader avec 29 points.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tizi Ouzou

Une vieille femme retrouvée morte brûlée

UNE VIEILLE femme de 97 ans a été retrouvée morte brûlée, dimanche, à son domicile sis au village Alma Boumane dans la commune de Timizart (25 km à l'Est de Tizi Ouzou) avons-nous appris hier auprès de la Protection civile. Les sapeurs-pompiers de l'unité d'Azazga ont été alertés peu avant 13 heures pour un incendie parti depuis une chambre avant de se propager au reste

de la vieille bâtisse. A l'intérieur le corps de la victime complètement carbonisé avant de le transférer vers la morgue de l'hôpital d'Azazga. Alors que la maison notamment le faux plafond et la toiture de la chambre effondrés et lits et matelas détruits par le feu. Une enquête a été ouverte par les services compétents pour élucider la cause à l'origine de ce drame.

Hamid M.

Sept contrebandiers arrêtés au Sud du pays

Saisie de 3,5 tonnes de denrées alimentaires

SEPT contrebandiers ont été arrêtés dimanche à Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam par des détachements de l'Armée nationale populaire qui ont également saisi 3,5 tonnes de denrées alimentaires et autres produits destinés à la contrebande, indique lundi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'Armée nationale populaire ont arrêté, le 26 novembre 2017 à Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam sept contrebandiers et saisi deux véhicules tout-terrain, 3,5 tonnes de denrées alimentaires et divers outils d'orpailage», précise la même source.

Dans le même contexte, des éléments de la Gendarmerie Nationale «ont arrêté, à Tlemcen, trois narcotrafiants et saisi neuf kilogrammes de kif traité et 3 véhicules touristiques, tandis que 7 716 unités de différentes boissons et 5045 sachets de tabac ont été saisis à Biskra et El-Oued». Par ailleurs, des unités de gardes-côtes «ont mis en échec une tentative d'émigration clandestine de 17 personnes à bord d'une embarcation de construction artisanale à El-Tarf, tandis que 56 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Béchar, Adrar, Ghardaïa et Tlemcen», rapporte également le communiqué.

Slim O.

Pour attroupement et destruction de biens d'autrui

Tiaret : 6 personnes devant la justice

SIX personnes, arrêtées par les éléments de la sûreté de daïra de Oued Lily pour attroupement et destruction de biens d'autrui, ont été présentées dimanche devant le procureur de la République près le tribunal de Tiaret, a-t-on appris du procureur général adjoint près la cour de Tiaret. Un petit groupe de citoyens, dont quelques-uns étaient en état d'ébriété, se sont regroupés vendredi dernier aux environs de 2 heures du matin devant le siège de la commune de Oued Lily pour réclamer l'annonce

du président d'APC élu aux élections locales. Ils ont ensuite détruit des panneaux de signalisation et brisé la vitre d'une voiture en stationnement, a indiqué à l'APS Lakhdar Belkacem. Les agents de la sûreté de daïra de Oued Lily ont arrêté 6 personnes et les ont présentées devant le procureur de la République près le tribunal de Tiaret qui les a déférées au service des délits, a précisé la même source, affirmant que ces événements «n'ont aucun lien avec l'opération électorale».

Hafsa D.

Football / Sélection algérienne

Les locaux en stage à partir du 17 décembre à Sidi-Moussa

LA SÉLECTION algérienne des joueurs locaux effectuera à partir du 17 décembre prochain un stage bloqué, d'une durée indéterminée, au Centre technique national de Sidi-Moussa, a annoncé lundi la Fédération algérienne de football. «La sélection nationale des locaux sera en stage à partir du 17 décembre 2017 au Centre technique national de Sidi-Moussa», a indiqué l'instance fédérale dans un bref communiqué, diffusé sur son site officiel, sans préciser la durée exacte de ce regroupement. Les joueurs concernés par ce stage seront «sélectionnés prochainement», à l'occasion d'une «tournée de prospection» décidée spécialement à cet effet par le staff technique national, a encore précisé la FAF. Le sélectionneur

national «Rabah Madjer s'est réuni lundi avec les autres membres de son staff» et ont conjointement tracé le programme à suivre dans le cadre de cette tournée de prospection. Après le match amical contre la Centrafrique, ayant vu l'Algérie l'emporter (3-0), «l'homme à la talonnade» avait annoncé le lancement d'un «grand chantier» pour redorer le blason de la sélection nationale, et la «découverte de nouveaux jeunes talents» au sein du cham-pionnat local s'inscrit dans ce projet. «Le stage des locaux pourrait se conclure par un match amical», a ajouté la FAF dans son communiqué, concernant le prochain regroupement des Verts, qui sera amputé des joueurs professionnels, évoluant à l'étranger.

Racim S.

marché aux esclaves en plein essor en Libye



Djalou@hotmail.com

Tipasa

Neutralisation d'une bande de faux monnayeurs

■ Une bande impliquée dans une affaire de faux et usage de fausse monnaie nationale a été neutralisée, le week-end dernier, par les éléments de la police judiciaire de Damous, indique lundi un communiqué rendu public par la sûreté de wilaya de Tipasa.

Par Saliha B.

devant le parquet de Cherchell, ve, est-il ajouté dans le même avant le renvoi de l'affaire au communiqué. juge d'instruction, qui a ordonné leur mise en détention préventive.

S. B./APS

Batna

Saisie de 30 quintaux de viandes blanches avariées

TRENTE quintaux de viandes blanches impropres à la consommation ont été saisis par la brigade mobile de la police judiciaire relevant de la sûreté de wilaya de Batna, ont déclaré lundi des responsables de ce corps de sécurité. Cette quantité de viande a été saisie depuis un camion frigorifique, lors d'un point de contrôle dressé au carrefour de la cité Kechida. Les policiers ont découvert «une marchandise à l'odeur nauséabonde et ne répondant pas aux conditions d'hygiène exigées», a indiqué le chargé de la communication et de l'information à la sûreté de wilaya, le commissaire de police, Mohamed Ben Achi. La quantité saisie a fait l'objet d'une analyse dont les résultats ont prouvé que cette viande était impropre à la consommation, a-t-il fait remarquer, soulignant que le procédé a été effectué en collaboration avec les services du commerce et ceux de l'agriculture. La personne impliquée dans cette affaire a été présentée devant la justice dimanche pour «vente de produits avariés» et «mise en danger de la santé du consommateur», a-t-il souligné. Six mois de prison avec sursis et une amende estimée à 50 000 dinars ont été prononcés à l'encontre du suspect, a-t-on affirmé.

Kamel L.

Police judiciaire de la Sûreté nationale

20 affaires d'homicide volontaire élucidées en octobre

LES BRIGADES criminelles relevant de la Sûreté nationale déployées à travers le pays ont élucidé, en octobre dernier, vingt affaires criminelles d'homicide volontaire qui se sont soldées par l'arrestation de 34 suspects, a indiqué lundi un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). Les investigations menées par la police judiciaire avec l'aide des

brigades de la police scientifique et technique se sont soldées par l'élucidation de 20 crimes, la plupart commis avec des armes blanches, et l'arrestation de 34 suspects dont 20 auteurs principaux et 14 complices. Les mis en cause ont été déférés devant les procureurs de la République territorialement compétents, ajoute le communiqué. «Les bagarres et les provocations (13

cas), soit 65% du nombre total des crimes, les conflits familiaux, les affaires de mœurs et de vol (35%)», sont à l'origine de ces homicides volontaires, précise la même source. Ces affaires ont été élucidées sur la base de preuves scientifiques notamment l'analyse des empreintes relevées sur les lieux du crime.

Hocine Y.